

Remballe ton pape !

Les 12, 13 et 14 septembre prochain, le Pape Benoît XVI (Joseph Ratzinger) sera pour la première fois en France, invité par Nicolas Sarkozy. Cette présence du Chef du Vatican, cautionnée par l'État français, est inacceptable et constitue une attaque contre le mouvement social pour plusieurs raisons.

UNE ATTAQUE CONTRE LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

Par cette invitation, Nicolas Sarkozy confirme sa position sur une «laïcité positive» qui ne devrait pas avoir «le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes». Il n'hésite pas à promouvoir l'intrusion de la pensée chrétienne dans les affaires publiques quand il dit que «dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé». Malgré les protestations, la rentrée prochaine verra «l'éducation civique» remplacée par une «instruction civique et morale» aux relents de catéchisme républicain et d'obéissance aveugle aux règles. N'oublions pas aussi qu'en 2007, Christian Vanneste, député UMP-CNI du Nord, a envoyé à des établissements scolaires l'ouvrage «*Homme et femme, il les créa*», condamnant les théories de l'évolution et l'homosexualité.

Il y a une persistance des liens structurels entre État français et autorité vaticane. Le Président de la République a accepté le titre de chanoine. Christine Boutin, actuelle ministre du logement et de la ville, est nommée depuis 1995 au Conseil Pontifical pour la famille du Vatican, et son cabinet ministériel compte un prêtre, Jean-Marie Petitclerc. Ces exemples constituent une attaque contre la laïcité instituée par la loi.

UNE ATTAQUE CONTRE LES FEMMES

Les propos à l'encontre des femmes et de leurs droits tenus par l'Église catholique en général, et par Benoît XVI en particulier, sont rétrogrades, sexistes, misogynes et lesbophobes. Dans sa lettre encyclique *Evangelium Vitae*, il semble nécessaire à Ratzinger de rappeler les paroles prêtées à Dieu envers Eve, suite au prétendu «péché originel» : «*Le désir te portera vers ton mari, et celui-ci dominera sur toi*» (Genèse, 3, 16).

La supériorité divine des hommes sur les femmes organise la société dans toutes ses sphères : Ratzinger ajoute que «les femmes qui le désirent librement pourront consacrer la totalité de leur temps au soin du ménage [...], tandis que celles qui désirent avoir d'autres activités pourront le faire, avec des horaires adaptés, sans être mises devant le choix de devoir sacrifier leur vie de famille.» À l'heure où les femmes occupent une large part des emplois précaires et consacrent une majorité du temps qu'il leur reste au travail domestique gratuit, Benoît XVI tient à leur rappeler leur place : le foyer et la famille. La famille, défendue par Ratzinger, est surtout le premier lieu de la violence domestique.

UNE ATTAQUE CONTRE LE DROIT À LA CONTRACEPTION ET À L'AVORTEMENT

Le catéchisme de l'Église catholique perdure : «*le plaisir sexuel est moralement désordonné quand il est recherché pour lui-même, isolé des finalités de procréation et d'union.*»

Puisque la norme est que sexualité et reproduction soient intimement liées, c'est tout d'abord au droit à l'avortement que l'Église catholique s'en prend. Des milliers de femmes meurent chaque année dans les pays où l'avortement est illégal. Là où il est légalisé, le droit des femmes à disposer

de leur corps est attaqué sans relâche. En France, où 40 % des femmes avortent une fois dans leur vie, les services hospitaliers qui le pratiquent sont de moins en moins financés, sous l'influence d'un lobbying actif de l'Église catholique. Cette dernière promeut également l'extension de la clause de conscience – le droit des médecins à refuser de pratiquer l'avortement notamment – et indique qu'il s'agit d'un devoir.

UNE ATTAQUE CONTRE NOS VIES : LE PAPE COMPLICE DE LA PROPAGATION DU VIH

L'Église catholique s'en prend globalement à la majorité des moyens de contraception, y compris le préservatif qui permet de se protéger de nombreuses maladies sexuellement transmissibles et, notamment, du virus du Sida (VIH).

Dans un contexte mondial où la pandémie du VIH progresse et fait des ravages, continuer d'interdire des méthodes de protection des vies humaines, comme le préservatif, qui sont simples, peu coûteuses et efficaces est criminel.

UNE ATTAQUE CONTRE LE DROIT DE CHOISIR SON GENRE ET SA SEXUALITÉ

La Bible condamne l'homosexualité et Ratzinger décrit « l'inclination particulière de la personne homosexuelle » comme « un comportement intrinsèquement mauvais du point de vue moral ».

Par ses propos, l'Église permet de légitimer toutes les discriminations et violences commises envers les lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transexuel-le-s et intersexes (LGBTI). Elle fait perdurer un ordre moral qui condamne

à la sous-citoyenneté toutes celles et ceux qui ne veulent pas s'y conformer. Cet ordre suppose qu'il n'existe que deux genres, « naturellement » déterminés par deux sexes, hommes et femmes nécessairement complémentaires, niant ainsi l'existence des personnes transgenres, transsexuelles et intersexes.

UNE ATTAQUE CONTRE LA SOLIDARITÉ ET LES LUTTES SOCIALES

À propos des immigré-e-s, le Pape a souligné que quiconque leur apportait son aide devait le faire « dans le respect de la loi faite pour assurer le bon déroulement de la vie sociale. » On voit que quand il s'agit de gens que la police rafle et emmène en centre de rétention, les capacités de protestation de l'Église catholique ne se sont pas beaucoup améliorées depuis la Seconde guerre mondiale.

Mais, plus globalement, Benoît XVI tient à envoyer un message clair contre l'émancipation : « il serait criminel de prendre les éléments de la piété populaire et de les orienter vers un plan de libération purement terrestre, lequel se révélerait rapidement comme rien d'autre qu'une illusion ». Pour tous et toutes les opprimé-e-s, pour tous ceux et celles qui voudraient lutter pour voir leur situation s'améliorer ou qui aspirent à un monde meilleur, il suffirait de courber l'échine pour pouvoir atteindre le bonheur... mais seulement après la mort.

Nous sommes contre la violence et les discriminations de l'Église.

Nous sommes pour le droit de faire ce que nous voulons de notre corps, sans avoir à répondre à une norme, à une esthétique, qu'elle soit religieuse, sociale ou idéologique. Nous sommes pour le droit de choisir nos sexualités, sa/son/ses partenaires. Nous réaffirmons que l'accomplissement des femmes ne passe pas par la maternité, qu'elle n'est pas un destin biologique mais doit rester un choix.

NOUS EXIGEONS :

- que l'Église ne s'immisce pas dans la politique,
- que l'Église arrête de faire des déclarations criminelles,
- que le gouvernement français mette tout en place pour s'affranchir de l'idéologie catholique,
- le libre accès et la totale gratuité des moyens de contraception et de l'avortement.

SIGNATAIRES: Marche Mondiale des Femmes (MMF), Panthères roses, Alternative libertaire (AL), Offensive libertaire et sociale (OLS), Scalp, Collectif National Droits des Femmes (CNDP), Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), Collectif libertaire de Bourges, Coordination des Collectif Unitaires pour une Alternative au Libéralisme de l'Hérault, Coordination Femmes égalité, Scab (Suisse), Fédération Sud-PTT, Ligue du droit des femmes, Mouvement Français pour le planning familial (MFPF), Dones D'Enllac (Catalogne), Collectif de pratiques et de réflexions féministes «Ruptures», Réseau féministes «Ruptures», Act-Up - Paris, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) - Marseille, Union Syndicale Solidaires, Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie (ACTIT), SOS sexisme, National Secular Society (Angleterre), Espoirs de femmes, Coordination égalité, Les Alternatifs, Mix-Cité - Paris, Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), Gauche Alternative 67, Initiative féministe européenne (IFE) - France